

LE NOUVEL ÉQUILIBRE GEOPOLITIQUE

Charles Péguy soulignait, dans *Notre jeunesse* qu' « il faut toujours dire ce que l'on voit . Surtout, il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit ». Acceptons donc de voir ce que nous dévoile la guerre d'Ukraine, même si cela n'a rien de plaisant.

Tout d'abord le monde aborde une nouvelle ère qui n'est plus dominée par les forces d'Intégration de l'économie mondiale mais par la géopolitique et les rapports de force. Loin de la fin de l'histoire, le XXIe siècle sera comme le XXe un siècle de fer et de sang dont l'enjeu sera la survie de la liberté politique. La partition du système international en blocs est ainsi surplombée par la confrontation entre les empires autoritaires et les démocraties. Elle a pour moteur la volonté des premiers d'éradiquer la démocratie et de supplanter l'Occident. En attestent aussi bien les déclarations que les actes de Vladimir Poutine, dont le pouvoir de plus en plus absolu se confond avec la course à la guerre, de la Tchétchénie à l'Ukraine en passant par la Géorgie, la Syrie, la Crimée, la Libye et l'Afrique. Xi Jinping n'est pas en reste, qui réaffirmait dès 2013 dans son discours d'investiture la doka du totalitarisme chinois : « le capitalisme périra inévitablement et le socialisme triomphera inévitablement » et se fixait pour objectif l'ouverture d'une nouvelle ère pour l'humanité dirigée par le Parti communiste chinois. Les ambitions de la Chine de Xi Jinping ne se limitent pas plus à Taïwan que celle de la Russie de Vladimir Poutine à l'Ukraine.

Dans cet environnement, la guerre revient au premier rang de l'horizon des nations, y compris dans sa dimension nucléaire qui s'étend avec la prolifération et la banalisation de la menace. La conflictualité ne cesse de progresser. Le monde s'ensauvage. Et rien ne permet d'assurer que la guerre entre les grandes puissances du XXI siècle restera froide.

LA RUSSIE, UNE DÉMOCRATURE

La dynamique historique qui a conduit à la guerre en Ukraine s'enracine dans l'évolution politique de la Russie sous la férule de Vladimir Poutine, placée sous le signe de l'invention de la démocrature puis du retour à une dictature fondée sur le mensonge et la terreur.

Elle est tout entière guidée par le principe de Nicolas Machiavel selon lequel « la soif de dominer est celle qui s'éteint la dernière dans le cœur de l'homme ».

Vladimir Poutine a inventé à partir de 2000 un régime original, la démocrature. Elle se caractérise par un mode de gouvernement autoritaire organisé autour du culte d'un homme fort et de l'exacerbation des passions identitaires, nationales et religieuses.

Elle s'appuie non pas sur l'imposition d'une terreur de masse comme les totalitarismes du XXe siècle, mais sur la répression ciblée de toute forme d'opposition politique, elle conserve certaines formes de démocratie, dont le suffrage universel et l'existence de plusieurs partis, mais les élections font l'objet de fraudes massives et sont manipulées par un vaste effort de propagande relayé à travers les médias et les réseaux sociaux. Elle récuse les libertés individuelles et l'état de droit dont le formalisme est supposé contrarier les intérêts supérieurs du peuple et de la nation. La démocrature révère la force et la met en scène comme principe de légitimité du pouvoir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elle assume une politique de

puissance qui débouche sur une stratégie d'expansion territoriale assumant le recours à la guerre.

Vladimir Poutine a transformé la volonté initiale de restaurer l'État russe en un projet politique qui mêle l'autocratie avec l'institution d'une présidence à vie, la colonisation de l'État par les services de sécurité, l'appropriation des monopoles de l'énergie et des matières premières par des oligarques, la conduite d'un réarmement massif, la reconstitution de l'Empire soviétique à partir de l'intervention en Géorgie en 2008. Le dogme marxiste a disparu pour être remplacé par l'impérialisme et l'orthodoxie, conformément à la prédiction d'Alexis de Tocqueville qui soulignait qu'il n'y a au monde que le patriotisme et la religion qui puissent faire marcher pendant longtemps vers un même but l'universalité des citoyens ». La rupture avec les années Eltsine s'est muée en revanchisme contre l'Occident et la prétendue humiliation de la Russie, qui n'a pas plus de réalité que le projet de « dénazification de l'Ukraine » censé justifier le recours à la guerre.

POURQUOI MAINTENIR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA RUSSIE

Les démocraties, face au défi global que leur lancent les empires autoritaires, peuvent avoir la tentation de couper toute relation avec eux comme avec leurs citoyens. Les appels se sont ainsi multipliés pour arrêter toute forme de négociation, avec la Chine ou la Russie, pour refuser tout visa à leurs ressortissants, pour interrompre l'accueil des étudiants, pour boycotter les artistes ou les savants. Il s'agit là d'une grave erreur, qui tend à pousser les nations libres à recourir aux mêmes méthodes que leurs ennemis et à renoncer à appliquer leurs valeurs. La naïveté n'est pas de mise et il est essentiel que les démocraties défendent leurs intérêts, contrairement à ce qui fut fait lors de l'entrée de la Chine dans l'OMC, et qu'elles contrôlent strictement leurs frontières, l'accueil de citoyens ou d'investissements étrangers. Mais la fermeture doit rester une caractéristique des empires autoritaires. Le dialogue doit tout d'abord être maintenu entre les États pour la gestion des risques planétaires. Il reste le meilleur moyen de refuser le fatalisme d'une confrontation armée directe entre blocs.(...) Le général de Gaulle, cité par Alain Peyrefitte, prédisait dans les années 1960 que « la Russie boira le communisme comme le buvard boit l'eau ». Il en ira de même du poutinisme. Les États-Unis et l'Europe auront alors tout intérêt à normaliser leurs relations avec la Russie, dont les richesses naturelles complètent idéalement les capitaux, les technologies et les savoir-faire occidentaux, et à la détacher de la Chine. Encore faudra-t-il disposer de la ligne Intellectuelle, du cadre politique, de la compréhension de la société et de la proximité humaine pour le faire. Voilà pourquoi il faut cultiver les relations avec la partie de la société russe qui se sent en porte-à-faux avec la guerre d'Ukraine. Voilà pourquoi il faut soutenir les voix dissidentes, qu'elles soient politiques, scientifiques, artistiques ou médiatiques. Voilà pourquoi il faut contrecarrer énergiquement la propagande du Kremlin non seulement à l'étranger – particulièrement en Europe et en Afrique – mais aussi en Russie, ce qui passe par l'accueil des étudiants et des artistes. Les meilleures armes contre des régimes reposant sur la terreur et le mensonge restent la vérité et la transparence.

LA STRATEGIE MILITAIRE DE LA FRANCE

Tout comme l'ensemble des pays européens, la France, voit sa défense profondément bousculée par le changement d'ère stratégique. Notre pays a certes résisté aux illusions de la fin de l'histoire, en maintenant une capacité de dissuasion nucléaire, en conservant un modèle complet d'armée en entretenant une culture opérationnelle forgée par les interventions extérieures. Mais il a sacrifié l'État régalien à son État providence qui absorbe 34% du PIB, jusqu'à compromettre sa capacité à assurer sa sécurité intérieure et extérieure. () La priorité a ainsi été donnée depuis des années à la lutte contre le djihadisme et aux conflits asymétriques. Les armées ont supporté depuis les années 1990 l'essentiel des économies budgétaires, avec une baisse de leur budget de 20% entre 2000 et 2015. Leur format a été réduit au-delà du raisonnable elles alignaient, en 2021, 203 000 hommes et 41 000, réservistes contre 453 000 hommes et 420 000 réservistes en 1991, de puis cette même année, le nombre de chars a diminué de 1349 à 222, celui des avions de combat de 686 à 254, celui des grands bâtiments de surface de 37 à 19. Le sur-engagement des forces armées avec 30 000 soldats déployés en permanence, s'est traduit par une usure accélérée des hommes et des matériels et une insuffisance chronique de l'entraînement. Par ailleurs, les lacunes capacitaires se sont accumulées dans des secteurs, clés comme la gestion intégrée du champ de bataille, les drones, les frappes en profondeur, le transport aérien, le cyber ou la guerre de l'information. Le constat est donc clair. Le système de défense n'est pas prêt à répondre au renouveau d'une menace existentielle sur le territoire et la population de la France. Nos armées ne peuvent soutenir, dans la durée un combat de haute intensité, ni apporter une aide significative à une démocratie qui serait agressée par un des empires autoritaires.

La France ne peut dès lors échapper à une augmentation immédiate et très significative du budget de la défense, fixé à 43,9 milliards d'euros en 2023. La modernisation de la dissuasion nucléaire suppose de réinvestir au moins 2 milliards d'euros par an. La remise à niveau de munitions et de des stocks de pièces détachées peut être estimée entre 3 milliards et 4 milliards d'euros. Les progressions de 3 milliards d'euros par an prévues par la loi de programmation militaire de 2023 à 2025 sont donc insuffisantes pour répondre aux besoins les plus urgents. Par ailleurs a été engagée une nouvelle loi de programmation militaire pour la période 2024 à 2030, dont l'objectif consiste à convertir nos armées au combat de haute intensité tout en poursuivant la lutte contre le djihadisme : Les menaces existentielles qui pèsent sur la sécurité de notre nation ne laissent pas d'autre choix que de se fixer pour objectif de porter l'effort de défense à 3% du PIB en 2030, au-delà des 413 milliards prévus par la loi de programmation. (..)

La guerre d'Ukraine impose à la France une transformation drastique de sa posture stratégique pour restaurer sa sécurité. Mais le réarmement ne peut être réduit aux armées et concerne la nation tout entière. Il doit s'inscrire dans une doctrine globale qui coordonne tous les acteurs et les facteurs de puissance, des armées aux collectivités locales, aux entreprises et aux citoyens, du recours à la force et à la lutte informationnelle jusqu'à la planification d'une économie de guerre et à la résilience de la société.

REINVENTER L'UNION EUROPEENNE

L'Europe joue aujourd'hui sa survie dès lors que les États européens ne sont plus de taille à répondre isolément aux menaces des empires autoritaires ou aux enjeux globaux du XXI^e siècle – guerre de haute intensité, pandémies, dérèglement climatique, migrations, le défi consiste à réinventer l'Union autour de la sécurité et de la souveraineté. La guerre d'Ukraine constitue bien un moment de vérité, qui verra l'Europe s'orienter vers la liberté ou la servitude, l'unité ou la désintégration selon son issue. Elle se joue en effet sur deux fronts cruciaux sur le plan militaire, la Russie doit être repoussée en Ukraine afin de contenir sa volonté d'expansion Impériale sur le continent ; sur le plan stratégique, les sociétés européennes doivent résister à la guerre hybride qui leur est livrée par Moscou. Il revient à l'Union européenne de tirer, toutes les conséquences de ses erreurs passées non seulement le commerce n'achète pas la paix mais il peut être retourné et utilisé comme une arme de guerre, comme le montrent le gaz ou les produits agricoles de base. Dès lors, le grand marché ne peut plus être régulé par la seule concurrence, mais doit intégrer l'impératif de la sécurité ainsi que des formes d'économie de guerre, impliquant une régulation publique des quantités et des prix. Un contrôle strict des investissements étrangers, une prévention des opérations de désinformation.

La guerre hybride lancée par la Russie contre l'Europe appelle par ailleurs une révision profonde des politiques de l'Union autour de la souveraineté et de la sécurité. L'issue du conflit ukrainien dépendra naturellement de l'évolution des opérations militaires mais aussi de la résilience des sociétés face aux sanctions du côté russe, face à la stagflation, à la crise énergétique et alimentaire, à la pression des mouvements populistes côté européen. L'attaque par la Russie des gazoducs Nord Stream 1 et 2 a par ailleurs souligné la vulnérabilité des infrastructures critiques du continent. Le défi consiste à basculer vers une économie qui n'est pas encore une économie de guerre, mais qui n'est plus une économie de temps de paix.

La décennie 2020 décidera largement du destin de l'Union, qui peut se déliter ou se transformer en acteur à part entière du système multipolaire du XXI^e siècle. Pour cela, le sursaut provoqué par l'agression russe doit être converti en une stratégie à long terme de construction d'un ensemble souverain. Cela passe par la relance de son intégration mais aussi par l'affirmation d'un projet et de valeurs propres, à savoir une conception modérée et solidaire de la liberté. Cela implique de redessiner le projet européen pour le mettre au service de la défense de la démocratie tant face aux menaces stratégiques émanant des tyrannies du XXI^e siècle ou des djihadistes que face aux dérives populistes. Cela demande aussi une pédagogie des citoyens pour qu'ils acceptent de supporter les coûts de la défense de leur liberté. La France a longtemps rêvé seule d'une Europe puissante ; Vladimir Poutine l'a accouchée ; il reste aux Européens à la faire grandir.